

1) DEMANDE D'ACCORD D'ÉLIGIBILITÉ - DAE					
DOCUMENTS OBLIGATOIRES :			Précisions :	Décret	AGCF
OBLIGATIONS		Données d'identification		art. 6	art. 18
		Délibération ou Décision motivée du PO	Approuvant: ° principe des travaux ° sollicitation de la subvention ° sollicitation éventuelle du FG	art. 6 art. 12	art. 18
		Plan cadastral		art. 6	art. 18
		Reportage photos	Vues extérieures et intérieures + illustration de la situation à démolir le cas échéant	art. 6	art. 18
		Estimation par postes globaux	Démolitions, constructions, modernisation, salle d'éducation physique, abords, préau	art. 6	art. 18
		Tout élément permettant la parfaite compréhension du projet candidat		art. 6	art. 18
CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ		Descriptif des travaux et du programme envisagé		art. 7	art. 19
	% PAROIS IMPACTÉES	Outil de valorisation du bâtiment existant à rénover ou à démolir (encodage partiel) - Annexe I du décret	° Surfaces de déperdition: > Onglet "bilan énergétique": cellules E14 à E40 ° % paroi de rénovation: > Onglet valorisation, cellules: P88, P110, P128, P146, P151	art.7. 4)	art. 19
	% PAROIS IMPACTÉES	Plans simplifiés du bâtiment existant (plans et façades a minima)		art.7. 4)	art. 19
		Engagement à respecter les articles 2 à 12 de l'AGCF	cf. cases à cocher sur la plate-forme	art. 7	art. 19
DOCUMENTS OBLIGATOIRES DANS CERTAINS CAS :			Conditions / précisions :		
OBLIGATIONS		Document établissant le montant d'intervention de l'assurance et/ou de tout autre mécanisme d'aide	Si dossier lié à un sinistre "inondation 07/2021"	art.8, §1	art. 18
		Note motivant la (les) démolition(s)	Si la rénovation n'est pas possible ou raisonnable Si démolition sans reconstruction en complément de l'objet des travaux, pour raisons d'assainissement d'une situation dangereuse ou insalubre	art. 4	art. 18
		Répartition des périodes-élèves durant l'année 2019 entre l'enseignement de promotion sociale secondaire et l'enseignement de promotion sociale supérieur.	Si établissement de promotion sociale qui organise à la fois le niveau Secondaire et le niveau Supérieur.	art.3 §1 alinéa 4	

1) DEMANDE D'ACCORD D'ÉLIGIBILITÉ - DAE					
DOCUMENTS OBLIGATOIRES CONCERNANT DES ACTIONS FACULTATIVES:			Précisions:		
PRIORISATION		Outil de valorisation du bâtiment existant à rénover ou à démolir (encodage complet + plans + justificatifs requis) - Annexe I du décret		art. 8	art.20
		Eléments techniques attestant de dommages infrastructurels graves Document de sinistre à l'assurance	si dossier lié à un sinistre "inondation 07/2021"	art. 8	art.20
		Audit énergétique		art. 8	art.20
TAUX DE SUBVENTIONNEMENT		1) Mention de l'appartenance: ° à l'enseignement différencié de classe 1, 2 ou 3 <u>et/ou</u> ° à l'enseignement qualifiant de l'enseignement ordinaire de l'enseignement de promotion sociale <u>et/ou</u> ° à l'enseignement spécialisé. 2) S'engager à atteindre des coefficient d'isolation thermique maximale (U): murs et toitures: 0,15 W/m² dalle de sol: 0,20 W/m² vitrage: 1,1 W/m² ensemble châssis/vitrage: 1,5 W/m² 3) S'engager à s'inscrire dans une collaboration infrastructurelle inter réseau ou inter PO 4) S'engager à la mise en œuvre du continuum pédagogique (M3/P1 à S3) ou du degré inférieur secondaire (S1-S3) ou degré supérieur secondaire dans des bâtiments non contigus (S4-S6)	Si sollicitation d'un % bonus de subvention	art. 10 § 2	art. 13 art. 32

2) DEMANDE D'ACCORD DE PRINCIPE SUR PROJET - DAPP					
DOCUMENTS OBLIGATOIRES :			Précisions :	Décret	AGCF
OBLIGATIONS		Délibération ou Décision motivée du PO	Approuvant: ° projet ° Estimation ° sollicitation de la subvention ° sollicitation éventuelle du FG	art. 6 art. 12	art. 23
		OCRE: récapitulatif des mesures à économie d'énergies envisagées	° dans le respect de OCRE ou en précisant les raisons d'y déroger ° uniquement en cas de rénovation (non applicable pour les constructions et reconstructions)	art. 4 §1	art.23 art. 17
		Documents du marché de service ou preuve de dispense	° avis de marché publié ou preuve de consultations de plusieurs prestataires ° décision d'attribution dispense = marché in-house, études internes	art. 14, 3°	art.23 art 34
CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ		Plans du projet au stade DPU		art. 6 art. 7	art. 24
	NORMES PHYSIQUES ET FINANCIÈRES	Formulaire pour la vérification des normes physiques et financières		art. 7. 3)	art. 23
	TOTEM	Rapport TOTEM	° dans l'état actuel ° dans l'état démoli, le cas échéant ° dans l'état projeté (si le bénéficiaire est en mesure de le fournir)	art. 7. 5)	art. 23
	TRONC COMMUN	Note justificative du respect des attendus de l'Annexe IV – Attendus <i>infrastructurels</i> de la circulaire		art. 7. 8)	art. 5 art. 24
	ACCESSIBILITE / ENSEIGNEMENT INCLUSIF	Note justificative du respect des attendus de l'Annexe IV – Attendus <i>infrastructurels</i> de la circulaire + plans d'architecture		art.7. 12)	art. 9
	VERDURISATION	Note justificative de la non-augmentation de la surface minéralisée et de la favorisation de la verdurisation	utilisation facultative de l'outil de coefficient de biotope par surface (CBS+)	art. 7. 15)	art. 12

2) DEMANDE D'ACCORD DE PRINCIPE SUR PROJET - DAPP					
DOCUMENTS OBLIGATOIRES DANS CERTAINS CAS :			Conditions / précisions :		
CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ	% PAROIS IMPACTÉES	Preuves acceptables par les législations PEB concernant des parois existantes isolées/performantes	Si parois existantes isolées/remplacées après 2010 valorisées dans le calcul du % des parois (> 35% ou > 65%)	art.7. 4)	art. 23
	ACCESSIBILITE / ENSEIGNEMENT INCLUSIF	° Audit accessibilité ou demande de dérogation via note motivée ° une note explicative accompagnant les plans du projet	Si l'objet des travaux a un impact sur l'accessibilité du/des bâtiment(s)	art.7. 12)	art. 9
	AMIANTE	Inventaire amiante + programme de gestion de moins d'un an	Si légalement requis	art. 7. 13)	art. 10
	REEMPLOI	Quick audit de réemploi	Si démolition ou déconstruction	art. 7. 14)	art. 11
DOCUMENTS OBLIGATOIRES CONCERNANT DES ACTIONS FACULTATIVES :					
PRIORISATION	AUDIT	Note justificative du respect des recommandations de l'audit énergétique	Dans le cadre du respect de la priorisation	art. 8	art.23
DOCUMENTS FACULTATIFS À CETTE ÉTAPE :			Précisions :		
	DECARBONNE	Indication des dispositions reprises au CSC ou: ° Justification de l'impossibilité pour raisons techniques de privilégier les installations décarbonnées (impact de ce choix sur des bâtiments ne faisant pas partie de la candidature et/ou rapport technique complet intégrant un calcul de puissance, le rendement, l'étendue/type d'émetteurs de l'ensemble de l'installation,...) ° Justification de l'impossibilité pour raisons financières significatives (descriptif des travaux nécessaires pour rencontrer l'obligation visée et estimation des coûts de ceux-ci et justification des raisons qui empêchent de supporter les coûts malgré la subvention)	s'il existe déjà	art. 7. 4) alinéa 5	art. 2 art. 24

2) DEMANDE D'ACCORD DE PRINCIPE SUR PROJET - DAPP

CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ	MUTUALISATION	<ul style="list-style-type: none"> ° une note explicative établissant la possibilité et la volonté de mutualisation + plans d'architecture <u>ou</u> ° une convention d'occupation signée par toutes les parties visant les locaux faisant l'objet des travaux <u>ou</u> ° un document attestant que les locaux faisant l'objet des travaux disposent d'un label reconnu par une instance publique de niveau régional, fédéral ou communautaire démontrant d'une volonté de mise à disposition, tel que « Atouts-Camps » <u>ou</u> ° une note justifiant les raisons de sa non mise en œuvre 	<p>s'ils existent déjà.</p> <p>Les justifications de l'éventuelle non mise en œuvre ne peuvent s'apparenter à des considérations d'ordre général. Les éléments de justification doivent démontrer <i>in concreto</i> et compte tenu des caractéristiques particulières propres au projet (objet des travaux, configuration spatiale de l'implantation, contexte urbanistique, contexte social/associatif/sportif,...), les points précis et spécifiques qui rendent difficile ou inopportun la mutualisation</p>	art. 7. 9)	art. 6 art. 24
	COLLABORATION INTER-RESEAU	<ul style="list-style-type: none"> ° Une note de réflexion apportant la preuve qu'une démarche de collaboration infrastructurelle avec un autre pouvoir organisateur est envisagée <u>ou</u> ° Une convention signée valablement entre tous les pouvoirs organisateurs ou tout document officiel démontrant l'occupation du bâtiment concerné par un autre pouvoir organisateur du même réseau ou d'un autre réseau, sans préjudice de l'article 15 <u>ou</u> ° Une note établissant l'absence d'établissement dépendant d'un autre réseau ou d'un autre PO dans un rayon de 1 km pour l'enseignement fondamental, de 2 km pour l'enseignement secondaire, de 10 km pour l'enseignement supérieur. La distance s'apprécie par le trajet par la route le plus court <u>ou</u> ° Une note justifiant les raisons de sa non mise en œuvre 	<p>s'ils existent déjà.</p> <p>Les justifications de l'éventuelle non mise en œuvre ne peuvent s'apparenter à des considérations d'ordre général. Les éléments de justification doivent démontrer <i>in concreto</i> et compte tenu des caractéristiques particulières propres au projet (objet des travaux, configuration spatiale de l'implantation, contexte urbanistique, contexte social/associatif/sportif,...), les points précis et spécifiques qui rendent difficile ou inopportun la collaboration infrastructurelle inter-réseau ou inter pouvoirs organisateurs.</p> <p>Non-applicable aux centres psycho-médico-sociaux et aux internats.</p>	art. 7. 10)	art. 7 art. 24
	CONNECTIVITE	Indications des dispositions reprises au CSC, métré, plans d'exécution en respect des attendus de l'Annexe IV – <i>Attendus infrastructurels</i> de la circulaire	s'ils existent déjà.	art. 7. 11)	art. 8 art. 24

3) DEMANDE D'ACCORD FERME SUR ADJUDICATION (DAFA)

DOCUMENTS OBLIGATOIRES :			Précisions :	Décret	AGCF
OBLIGATIONS		Délibération ou Décision motivée du PO	Approuvant: ° travaux ° montant ° sollicitation de la subvention ° sollicitation éventuelle du FG	art. 6 art. 12	art. 28. 1)
		Métré détaillés estimés		art. 6	art. 28. 2)
		Preuve de droit réel		art. 13 art. 20	art. 28. 7)
		Permis d'urbanisme et ses annexes dont le rapport SRI		art. 6	art. 28. 8)
	MARCHE DE TRAVAUX	CSC - clauses administratives		art. 14. 2)	art. 29
		CSC - clauses techniques		art. 14. 2)	art. 29
		Insertion de clauses environnementales, sociales et éthiques		art. 14. 2)	art. 33
		PGSS		art. 14. 2)	art. 29
		Plans d'architecture et des TS		art. 14. 2)	art. 29
		Métré détaillé des lots		art. 14. 2)	art. 29
		Publication Avis de Marché ou preuve de consultation		art. 14. 2)	art. 29
		PV ouverture des offres		art. 14. 2)	art. 29
		Toutes les offres et les annexes		art. 14. 2)	art. 29
		Rapport d'analyse des offres et ses annexes		art. 14. 2)	art. 29
		Comparatif des offres sur Excel		art. 14. 2)	art. 29
		Délibération ou Décision motivée du PO pour la désignation de l'adjudicataire et le montant des travaux		art. 14. 2)	art. 29

3) DEMANDE D'ACCORD FERME SUR ADJUDICATION (DAFA)

CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ	NORMES PHYSIQUES ET FINANCIÈRES	Ventilation des coûts suivant le respect des normes physiques et financières		art. 7. 3)	art. 28. 3)
	DECARBONNE	Indication des dispositions reprises au CSC ou: ° Justification de l'impossibilité pour raisons techniques de privilégier les installations décarbonnées (impact de ce choix sur des bâtiments ne faisant pas partie de la candidature et/ou rapport technique complet intégrant un calcul de puissance, le rendement, l'étendue/type d'émetteurs de l'ensemble de l'installation,...) ° Justification de l'impossibilité pour raisons financières significatives (descriptif des travaux nécessaires pour rencontrer l'obligation visée et estimation des coûts de ceux-ci et justification des raisons qui empêchent de supporter les coûts malgré la subvention)	impossibilité = raisons techniques ou financières significatives	art. 7. 4) alinea 5	art. 2 art. 28. 6)
	TRONC COMMUN	Indications des dispositions reprises au CSC, métré, plans d'exécution en respect des attendus de l' <i>Annexe IV – Attendus infrastructurels</i> de la circulaire		art. 7. 8)	art. 28. 6) art. 5
	CONNECTIVITE	Indications des dispositions reprises au CSC, métré, plans d'exécution en respect des attendus de l' <i>Annexe IV – Attendus infrastructurels</i> de la circulaire		art. 7. 11)	art. 28. 6) art. 8
	ENSEIGNEMENT INCLUSIF	Indications des dispositions reprises au CSC, métré, plans d'exécution en respect des attendus de l' <i>Annexe IV – Attendus infrastructurels</i> de la circulaire		art.7. 12)	art. 28. 6) art. 9
	AMIANTE	Indications des dispositions reprises au CSC	Dans le respect de l'inventaire amiante du programme de gestion	art. 7. 13)	art. 28. 6) art. 10

3) DEMANDE D'ACCORD FERME SUR ADJUDICATION (DAFA)

DOCUMENTS OBLIGATOIRES DANS CERTAINS CAS :			Conditions / précisions :		
OBLIGATIONS	MARCHE DE TRAVAUX	Preuve de prolongation du délai d'engagement	Si la validité des offres est insuffisante ou dépassée	art. 14. 2)	art. 29
		Avis de Tutelle	Si Réseau OS	art. 14. 2)	art. 29
		Avis du service en charge du contrôle interne pour WBE	Si Réseau WBE	art. 14. 2)	art. 29
		Demande motivée de dérogation pour notifier le marché avant l'accord ferme	Si cas de force majeure indépendante de la volonté du PO et/ou s'ils revêtent un caractère d'extrême urgence.	art.5 §2	art. 27
		L'information des travaux débutés ou la date prévue de commencement	Si dérogation accordée préalablement pour cause d'extrême urgence.	art.5 §2	art. 28. 13)
CONDITIONS D'ELIGIBILITE	TOTEM	Rapport TOTEM	S'il n'a pas été déposé à la DAPP, concernant l'état projeté.	art. 7. 5)	art. 28. 10)
	Q-Zen -20%	Rapport PEB déposé par la plate-forme régionale PEB et, le cas échéant, tout autre document permettant de démontrer le respect de l'exigence QZEN/NZEB -20%	Si reconstruction	art. 7. 6)	art. 3
	CONNECTVITE	Un site survey comportant a minima l'étude pratique de la couverture Wifi et les descriptions techniques des interventions à réaliser afin de répondre à minima aux contraintes de couverture définie à l'Annexe IV – <i>Attendus infrastructurels</i> de la circulaire.	Si mise en œuvre obligatoire d'un réseau sans fil pour une surface de locaux excédant les 300 m²	art. 7. 11)	art. 8 art. 28. 14)
	REEMPLOI	Indications des dispositions reprises au CSC du chantier visé ou d'un autre chantier scolaire	Si démolition préalable à la reconstruction.	art. 7. 14)	art. 11

3) DEMANDE D'ACCORD FERME SUR ADJUDICATION (DAFA)

DOCUMENTS FACULTATIFS À CETTE ÉTAPE:			Précisions:		
CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ	MUTUALISATION	<ul style="list-style-type: none"> ° Une note explicative établissant la possibilité et la volonté de mutualisation + plans d'architecture <u>ou</u> ° Une convention d'occupation signée par toutes les parties visant les locaux faisant l'objet des travaux <u>ou</u> ° Un document attestant que les locaux faisant l'objet des travaux disposent d'un label reconnu par une instance publique de niveau régional, fédéral ou communautaire démontrant d'une volonté de mise à disposition, tel que « Atouts-Camps » <u>ou</u> ° Une note justifiant les raisons de sa non mise en œuvre 	<p>S'ils existent déjà et s'ils n'ont pas été déposés à la DAPP</p> <p>Les justifications de l'éventuelle non mise en œuvre ne peuvent s'apparenter à des considérations d'ordre général. Les éléments de justification doivent démontrer <i>in concreto</i> et compte tenu des caractéristiques particulières propres au projet (objet des travaux, configuration spatiale de l'implantation, contexte urbanistique, contexte social/associatif/sportif,...), les points précis et spécifiques qui rendent difficile ou inopportun la mutualisation</p>	art. 7. 9)	art. 6 art. 28. 11)
	COLLABORATION INTER-RESEAU	<ul style="list-style-type: none"> ° Une note de réflexion apportant la preuve qu'une démarche de collaboration infrastructurelle avec un autre pouvoir organisateur est envisagée <u>ou</u> ° Une convention signée valablement entre tous les pouvoirs organisateurs ou tout document officiel démontrant l'occupation du bâtiment concerné par un autre pouvoir organisateur du même réseau ou d'un autre réseau, sans préjudice de l'article 15 <u>ou</u> ° Une note établissant l'absence d'établissement dépendant d'un autre réseau ou d'un autre PO dans un rayon de 1 km pour l'enseignement fondamental, de 2 km pour l'enseignement secondaire, de 10 km pour l'enseignement supérieur. La distance s'apprécie par le trajet par la route le plus court <u>ou</u> ° Une note justifiant les raisons de sa non mise en œuvre 	<p>S'ils existent déjà et s'ils n'ont pas été déposés à la DAPP.</p> <p>Les justifications de l'éventuelle non mise en œuvre ne peuvent s'apparenter à des considérations d'ordre général. Les éléments de justification doivent démontrer <i>in concreto</i> et compte tenu des caractéristiques particulières propres au projet (objet des travaux, configuration spatiale de l'implantation, contexte urbanistique, contexte social/associatif/sportif,...), les points précis et spécifiques qui rendent difficile ou inopportun la collaboration infrastructurelle inter-réseau ou inter pouvoirs organisateurs.</p> <p>Non-applicable aux centres psycho-médico-sociaux et aux internats.</p>	art. 7. 10)	art. 7 art. 28. 12)

4) LIQUIDATIONS ET DECOMPTE FINAL (L-DF)						
DOCUMENTS OBLIGATOIRES :				Précisions :	Décret	AGCF
LIQUIDATION 1ère TRANCHE			Notification du marché à l'entreprise		art. 19	art. 31 §1
			Ordre de commencer les travaux		art. 19	art. 31 §1
			Preuve de constitution du cautionnement, le cas échéant		art. 19	art. 31 §1
			Etat d'avancement n°0 (bon de commande) de chaque lot attribué		art. 19	art. 31 §1
LIQUIDATION 2ème TRANCHE			Les états d'avancements détaillés des travaux exécutés (mensuels et cumulatifs) de chaque lot et l'état des révisions contractuelles y afférentes		art. 19	art. 31 §2
			Les déclarations de créance relatives aux travaux		art. 19	art. 31 §2
			Les factures correspondantes		art. 19	art. 31 §2

4) LIQUIDATIONS ET DECOMPTE FINAL (L-DF)

LIQUIDATION DU SOLDE	DECOMPTE FINAL		Relevé détaillé de l'ensemble des factures		art. 19	art. 31 §3
			Relevé détaillé des travaux exécutés au prix de la soumission approuvée		art. 19	art. 31 §3
			Le cas échéant, le relevé détaillé des travaux modificatifs et/ou supplémentaires exécutés avec justification des prix convenus ainsi qu'un rapport justifiant leur stricte nécessité ou leur caractère imprévisible		art. 19	art. 31 §3
			Calcul détaillé de la révision contractuelle		art. 19	art. 31 §3
			Relevé détaillé des délais d'exécution reprenant	i. les décisions motivées relatives aux arrêts et reprises des travaux ; ii. le relevé des jours d'intempéries, de congés payés, de congés légaux... ; iii. la décision motivée du maître de l'ouvrage accordant des prolongations éventuelles du délai	art. 19	art. 31 §3
			Procès-verbal de réception		art. 19	art. 31 §3
			Attestation du bénéficiaire précisant la date réelle d'achèvement des travaux		art. 19	art. 31 §3
			Les notes de calculs de pénalités éventuelles à charge de l'adjudicataire		art. 19	art. 31 §3
			Les notes de calculs des amendes de retard éventuelles à charge de l'adjudicataire		art. 19	art. 31 §3
			La décision du maître de l'ouvrage approuvant le décompte final des travaux y compris les travaux supplémentaires et/ou modificatifs		art. 19	art. 31 §3
			Le cas échéant, l'avis de l'autorité de tutelle ou du service en charge du contrôle interne pour WBE		art. 19	art. 31 §3
			Si TVA au cocontractant, l'attestation de paiement de la TVA		art. 19	art. 31 §3

4) LIQUIDATIONS ET DECOMPTE FINAL (L-DF)						
LIQUIDATION DU SOLDE	CONDITIONS D'ELIGIBILITE	COMPTABILITE ENERGETIQUE	Photos du matériel de comptage des calories consommées et/ou Données techniques du compteur installé par vecteur énergétique		art. 7. 7)	art. 4 art. 31 §3
		MUTUALISATION	° Une note explicative établissant la possibilité et la volonté de mutualisation + plans d'architecture ou ° Une convention d'occupation signée par toutes les parties visant les locaux faisant l'objet des travaux ou ° Un document attestant que les locaux faisant l'objet des travaux disposent d'un label reconnu par une instance publique de niveau régional, fédéral ou communautaire démontrant d'une volonté de mise à disposition, tel que « Atouts-Camps » ou ° Une note justifiant les raisons de sa non mise en œuvre		art. 7. 9)	art. 6 art. 31 §3
		COLLABORATION INTER-RESEAU	° Une note de réflexion apportant la preuve qu'une démarche de collaboration infrastructurelle avec un autre pouvoir organisateur est envisagée ou ° Une convention signée valablement entre tous les pouvoirs organisateurs ou tout document officiel démontrant l'occupation du bâtiment concerné par un autre pouvoir organisateur du même réseau ou d'un autre réseau, sans préjudice de l'article 15 ou ° Une note établissant l'absence d'établissement dépendant d'un autre réseau ou d'un autre PO dans un rayon de 1 km pour l'enseignement fondamental, de 2 km pour l'enseignement secondaire, de 10 km pour l'enseignement supérieur. La distance s'apprécie par le trajet par la route le plus court ou ° Une note justifiant les raisons de sa non mise en œuvre	Non-applicable aux centres psycho-médico-sociaux et aux internats.	art. 7. 10)	art. 7 art. 31 §3
		CONNECTIVITE	Le rapport de test de certification du câblage conformément à la norme applicable en fonction du type de câblage utilisé et le plan as build de l'installation filaire.		art. 7. 11)	art. 8 art. 31 §3
		CONNECTIVITE	Une attestation de bonne exécution établie par le bureau de technique spéciale chargé de la conformité du réseau sans fil et/ou filaire à minima aux attendus définie <i>/l'Annexe IV – Attendus infrastructurels</i> de la circulaire et aux normes en vigueur selon la nature des câbles et équipements mis-en-œuvre.		art. 7. 11)	art. 8 art. 31 §3

4) LIQUIDATIONS ET DECOMPTE FINAL (L-DF)

DOCUMENTS OBLIGATOIRES DANS CERTAINS CAS:				Conditions / précisions :		
LIQUIDATION DU SOLDE	DECOMPTE FINAL		Avis de Tutelle	Si Réseau OS	art. 19	art. 31 §3
			Avis de la Cellule marché publics	Si Réseau WBE	art. 19	art. 31 §3
	CONDITIONS D'ELIGIBILITE	Q-Zen -20%	Déclaration finale PEB déposée par la plate-forme régionale PEB	Si reconstruction	art. 7. 6)	art. 3 art. 31 §3
		REEMPLOI	La preuve de la réinjection (vente, don,...) dans une filière de réemploi dans la situation visé à l'alinéa 2 ou une déclaration sur l'honneur de privilégier la réinjection de la totalité du potentiel dans une filière de réemploi	Si démolition postérieure à la construction, dans le cas où le bâtiment faisant l'objet de la déconstruction héberge les élèves jusqu'à la reconstruction.	art. 7. 14)	art. 11 art. 31 §3
DOCUMENTS OBLIGATOIRES CONCERNANT DES ACTIONS FACULTATIVES:						
LIQUIDATION DU SOLDE	TAUX DE SUBVENTIONNEMENT	Valeurs U	Rapport PEB ou, dans le cas non soumis à la PEB: un rapport signé par l'auteur de projet	Si sollicitation d'un % bonus de subvention	art. 10 § 2	art. 14 art. 32
		COLLABORATION INTER-RESEAU	Convention signée valablement entre tous les PO ou tout document officiel démontrant l'occupation du bâtiment concerné par les travaux par un autre PO du même réseau ou d'un autre réseau	Si sollicitation d'un % bonus de subvention	art. 10 § 2	art. 15 art. 32
		TRONC COMMUN	Une note décrivant à l'aide de plans la mise en œuvre du continuum pédagogique (M3/P1 à S3) ou du degré inférieur secondaire (S1-S3) ou degré supérieur secondaire dans des bâtiments non contigus (S4-S6), et le cas échéant les partenariats pédagogiques établis entre établissements organisant le continuum pédagogique du tronc commun. + La preuve de l'admission aux subventions si une nouvelle demande de subvention de fonctionnement est nécessaire dans ce cadre. + L'accord du Gouvernement si une restructuration d'établissement est nécessaire dans ce cadre.	Si sollicitation d'un % bonus de subvention	art. 10 § 2	art. 16 art. 32